

Ecrit par le 23 juillet 2024

# Les femmes et les hommes n'exercent pas les mêmes métiers

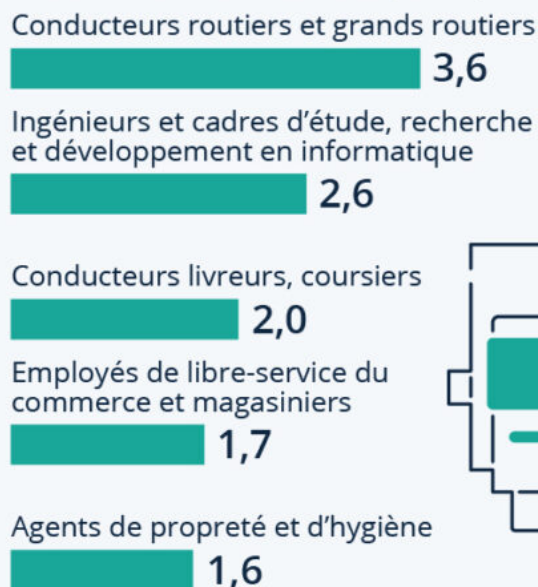
## Quels métiers exercent les femmes et les hommes ?

Professions les plus courantes chez les femmes et les hommes dans le secteur privé en France en 2022

Part de la profession parmi  
**les femmes** salariées (en %)



Part de la profession parmi  
**les hommes** salariés (en %)



France hors Mayotte, salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee



statista

Ecrit par le 23 juillet 2024

D'après l'Insee, le [revenu salarial moyen](#) des femmes en France en 2022 était inférieur de 23,5 % à celui des hommes dans le secteur privé. Si cet écart s'explique en partie par le temps de travail — les femmes étant plus nombreuses à travailler à temps partiel, et moins souvent en emploi au cours de l'année que les hommes —, des disparités existent cependant même à temps de travail identique : le salaire moyen des femmes en équivalent temps plein est inférieur de 14,9 % à celui des hommes.

Comme le relève l'[Insee](#), « les différences de salaire s'expliquent surtout par la répartition genrée des professions : les femmes n'occupent pas le même type d'emploi et ne travaillent pas dans les mêmes secteurs que les hommes et accèdent moins aux postes les plus rémunérateurs. À poste comparable, c'est-à-dire à même profession exercée pour le même employeur, l'écart de salaire en équivalent temps plein se réduit à 4,0 % ».

En effet, comme le détaille l'Insee, des vingt professions les plus courantes chez les hommes et les femmes, seules quatre leur sont communes. Comme le montre notre graphique, les deux métiers les plus courants chez les femmes dans le secteur privé en France sont administratifs : 4,7 % des femmes salariées sont secrétaires, et 2,9 % occupent des postes d'employées administratives qualifiées. En comparaison, la profession la plus fréquemment occupée par les hommes est chauffeur routier, et la seconde ingénieur et chercheur en développement informatique. Femmes et hommes confondus, la profession de cadre la plus répandue est celle d'ingénieur en informatique, qui ne compte qu'un quart de femmes.

L'Insee souligne que les écarts de revenu salarial entre femmes et hommes sont encore plus marqués chez les parents : les mères ont des temps de travail mais aussi des salaires en équivalent temps plein nettement inférieurs aux pères, et les écarts croissent avec le nombre d'enfants.

De Valentine Fourreau pour Statista

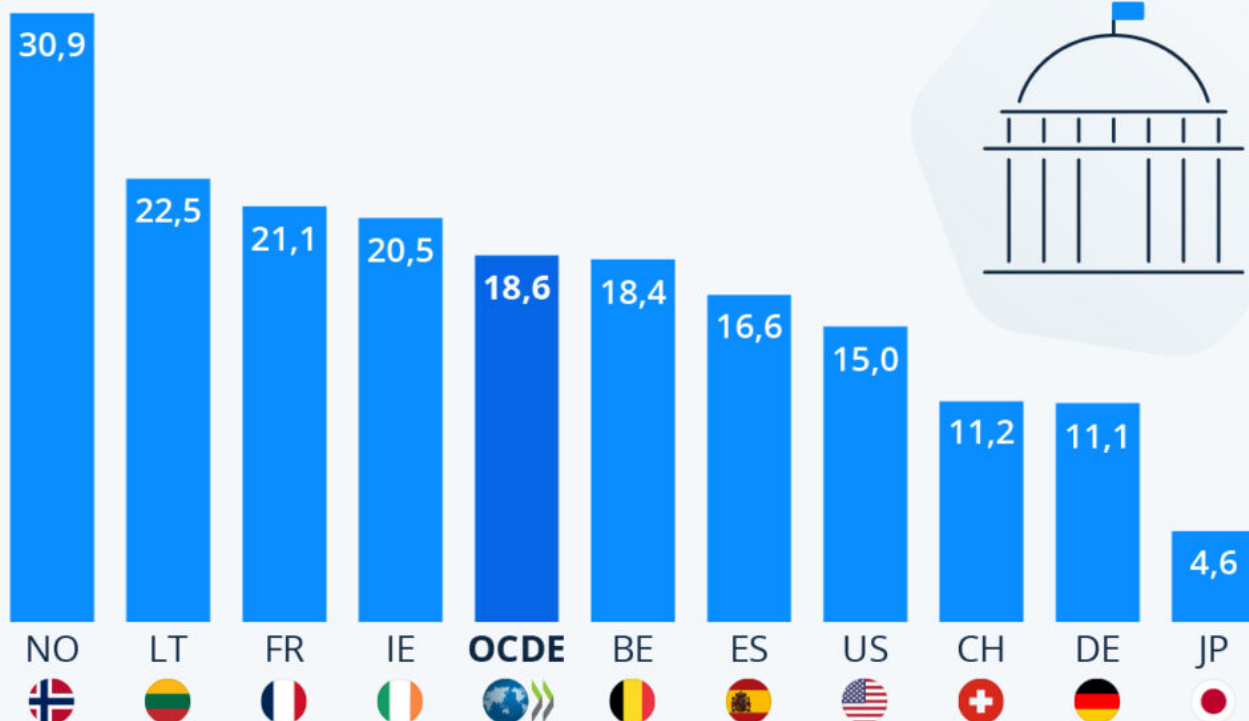
---

## Un Français sur cinq travaille dans la fonction publique

Ecrit par le 23 juillet 2024

# Un Français sur cinq travaille dans la fonction publique

Part de fonctionnaires dans la population active dans une sélection de pays de l'OCDE en 2021 (en %)



Source : OCDE



**statista**

L'exécutif s'attaque à la fonction publique. Dans une interview publiée dans le journal Le Parisien mardi 9 avril, le ministre de la Transformation et de la Fonction publique Stanislas Guerini a annoncé vouloir « lever le tabou du licenciement dans la fonction publique », remettant ainsi en question le principe d'« emploi à vie » qui caractérisait jusqu'ici le statut particulier des fonctionnaires en France. Si le licenciement existe déjà dans la fonction publique (pour trois motifs : l'inaptitude physique, la faute

Ecrit par le 23 juillet 2024

disciplinaire et l'insuffisance professionnelle), il est très peu appliqué : en 2022, seulement 235 fonctionnaires ont été licenciés en France.

L'annonce de Stanislas Guerini est intervenue à la sortie d'une réunion organisée le même jour avec les syndicats en vue d'un projet de réforme, prévu pour l'automne. Parmi les pistes étudiées figurent également la remise en cause des catégories historiques de la fonction publique (A, B et C), ainsi qu'une possible rémunération au mérite des agents. Sans surprise, le ministre s'est attiré les foudres des syndicats pour ses paroles, et pour un projet de loi qu'ils jugent « injuste », qui risque d'« accroître la division entre les agents publics ».

Comme le montre notre infographie, basée sur un [rapport](#) de l'OCDE, la France compte légèrement plus de fonctionnaires que la moyenne des pays de l'organisation : 21,1 % de la population active en France travaille en effet dans la fonction publique, alors que la moyenne de l'OCDE s'établit à 18,6 %. C'est dans les pays d'Europe du nord qu'on trouve la plus grande part de fonctionnaires : ils sont 30,9 % en Norvège, 29,3 % en Suède, 28 % au Danemark, et 24,5 % en Finlande. À l'inverse, l'Allemagne et le Japon avaient des secteurs publics relativement peu importants : l'Allemagne ne comptait que 11,1 % de fonctionnaires dans sa population active, et le Japon seulement 4,6 %.

De Valentine Fourreau pour Statista

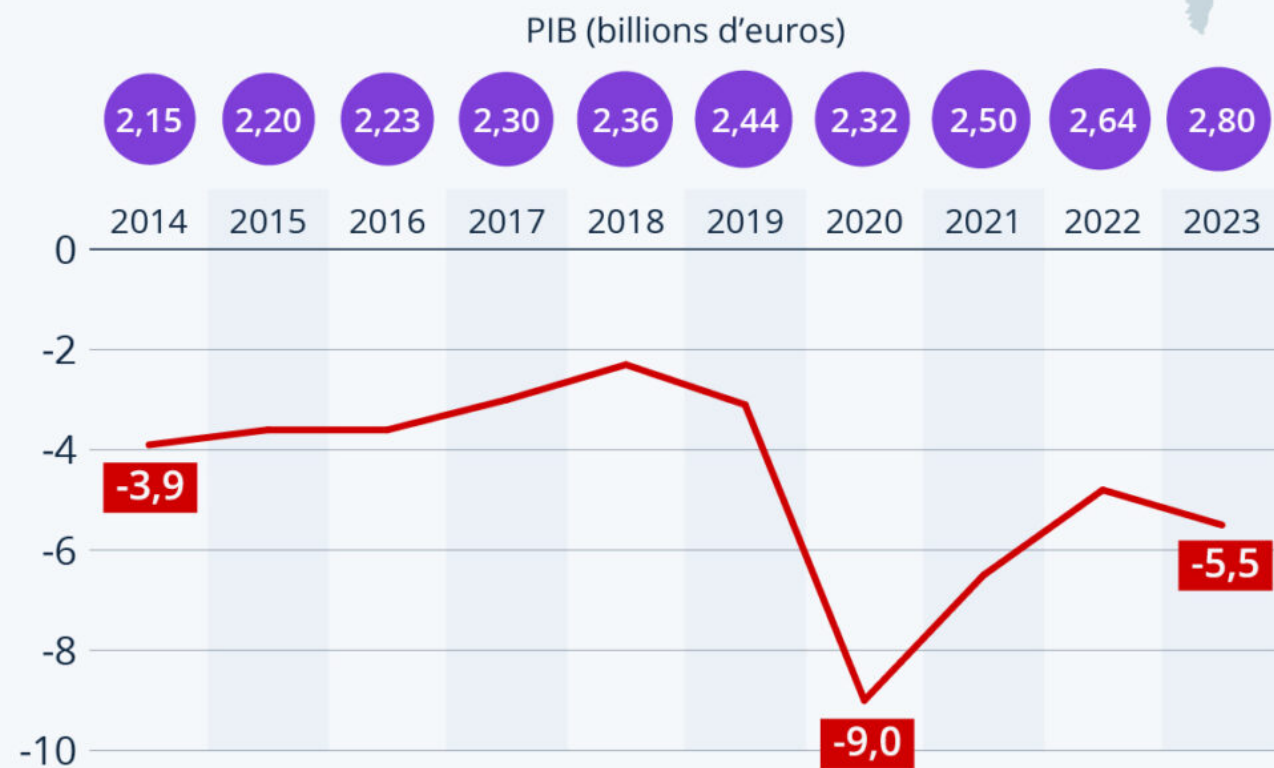
---

## Comment évolue le déficit public ?

Écrit par le 23 juillet 2024

# Comment évolue le déficit public ?

Évolution annuelle du déficit public de la France, en % du PIB



Source : Eurostat



**statista**

Fin mars, l'Insee a publié les chiffres définitifs, très attendus, du déficit public de la France pour 2023. Et comme redouté, celui-ci est significativement plus élevé que prévu, puisqu'il s'établit à 5,5 % du PIB, dépassant ainsi largement les 4,9 % jusqu'alors prédits par le gouvernement. Comparée à ses voisins européens, la France fait figure de mauvaise élève : le déficit public de la Belgique représentait 4,6 % de son PIB en 2023, celui de l'Allemagne 2,1 %, tandis que l'Irlande, le Portugal et le Danemark ont tous

Écrit par le 23 juillet 2024

trois enregistré un excédent de 0,9 %, 1,2 % et 2,6 % de leur PIB respectivement l'année dernière. Alors que l'agence de notation Moody's avait déjà déclaré après la publication de ces chiffres juger « improbable » que la France tienne son objectif de réduire le déficit public à 2,7 % d'ici à 2027, l'agence de notation Fitch a à son tour annoncé le mardi 2 avril estimer que les objectifs de réduction budgétaire français sont « de plus en plus hors de portée ». Fitch avait déjà abaissé la note de la France, qui évalue sa capacité à rembourser sa dette, de AA à AA-, et les deux agences actualiseront de nouveau leur note financière de la France fin avril. Le Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a cependant réaffirmé sa détermination quant à son objectif de ramener le déficit public du pays sous la barre des 3 % du PIB d'ici à 2027.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données d'[Eurostat](#), si le déficit public de la France a empiré en 2023, il reste bien loin du niveau de 2020, au moment de la crise du Covid-19. Le PIB de la zone euro avait alors diminué de 6,6 %, et celui de la France de 7,9 %, passant de 2,44 billions d'euros en 2019 à 2,32 billions l'année suivante. Les aides substantielles mises en place par le gouvernement pour soutenir les ménages et les entreprises, couplées au ralentissement économique, avaient alors fortement creusé le déficit public français, qui avait atteint 9 % du PIB.

De Valentine Fourreau pour Statista

---

## Les procédures d'expulsion explosent en France

Ecrit par le 23 juillet 2024

# Les procédures d'expulsion explosent en France

Nombre de ménages expulsés de leur logement entre 2004 et 2023



Source : Ministère de la Justice, via Fondation Abbé Pierre



statista 

La trêve hivernale, qui s'applique chaque année du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars, vient de se terminer. Durant cette période, qui correspond aux mois les plus froids, les locataires ne peuvent pas être expulsés de leur logement, mais les expulsions ont donc pu reprendre lundi. Dans un [communiqué](#) publié la semaine dernière, la Fondation Abbé Pierre, qui a pour mission de faciliter l'accès de tous à un logement décent et à une vie digne, met en garde quant à une possible forte augmentation des expulsions

Ecrit par le 23 juillet 2024

cette année, alors qu'elles avaient déjà atteint des records en 2023.

La Fondation Abbé Pierre estime qu'environ 140 000 personnes en France sont actuellement menacées d'expulsion, et souligne que celles-ci pourraient s'ajouter au nombre déjà élevé de personnes sans domicile fixe (330 000), et aux 2,6 millions de demandeurs de logement social.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données du Ministère de la Justice compilées par la [Fondation Abbé Pierre](#), le nombre d'expulsions en France a presque triplé en vingt ans, pour atteindre 21 500 l'an dernier. Dans un contexte de « précarisation croissante des ménages », alors que plus de 9,1 millions de Français vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2021, la fondation, dans son communiqué, « appelle l'État à inverser la tendance et adopter une politique volontariste en matière de prévention des expulsions, de production et d'accès au logement afin de protéger les personnes les plus précaires ».

De Valentine Fourreau pour Statista

---

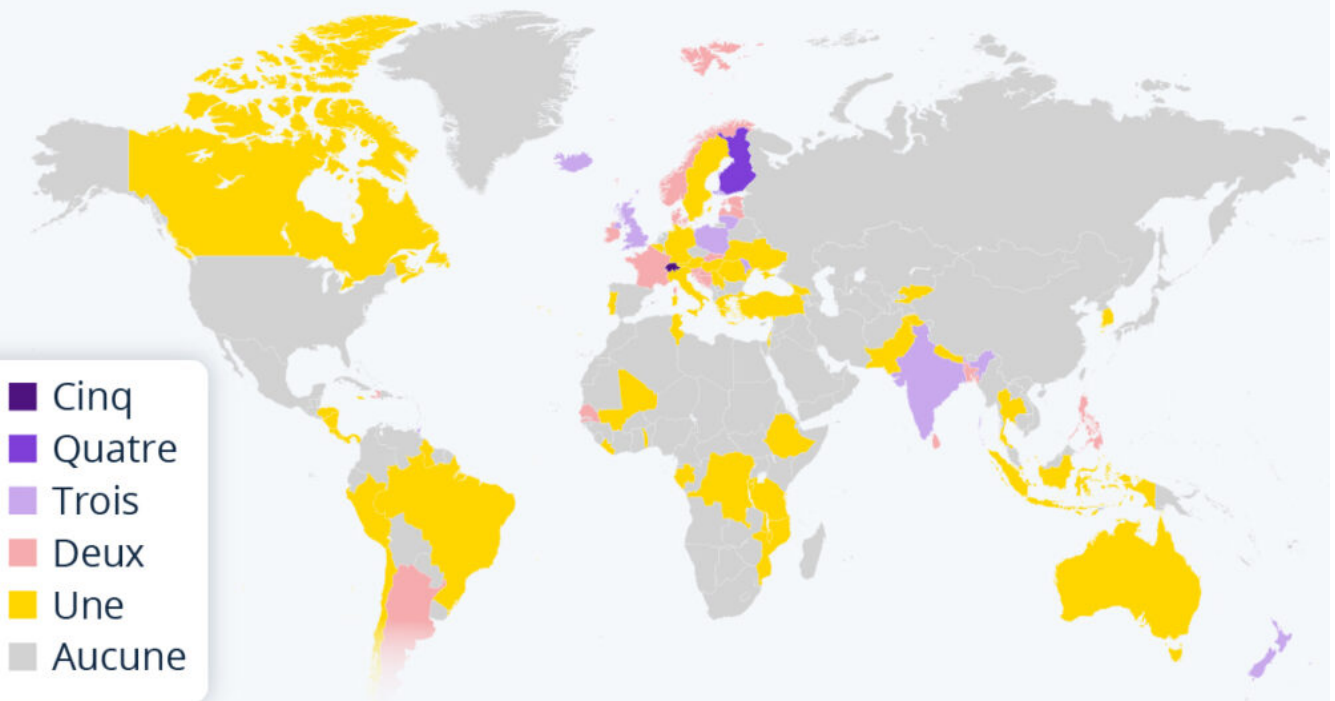
## Les pays qui ont déjà été dirigés par des femmes



Ecrit par le 23 juillet 2024

# Les pays qui ont déjà été dirigés par des femmes

Nombre de femmes élues ou nommées à la tête du gouvernement ou de l'État\* par pays depuis 1946



En date de mars 2024, sauf RDC (avril 2024).

\* Exclut les monarchies et ceux qu'ils/elles nomment, ainsi que les postes intérimaires et honorifiques.

Source : Council on Foreign Relations



**statista**

Judith Suminwa Tuluka, proche collaboratrice du président Félix Tshisekedi, a été nommée première ministre de la République démocratique du Congo lundi 1er avril. Jusqu'alors ministre du plan dans le gouvernement du Premier ministre sortant Jean-Michel Sama Lukonde, Judith Suminwa Tuluka devient ainsi la première femme à être nommée à la tête du gouvernement de RDC.

Écrit par le 23 juillet 2024

Comme le montre notre infographie, basée sur des données du think tank [Council on Foreign Relations](#), les femmes ont exercé le pouvoir sur tous les continents, mais l'Europe reste la région où l'on trouve la plus forte concentration de nations ayant eu à leur tête une femme, et ce à plusieurs reprises. La plupart des pays qui ont connu plus de deux cheffes d'État ou de gouvernement s'y trouvent, celui ayant eu le plus de [femmes aux commandes](#) étant la Suisse. Le pays dénombre cinq anciennes présidentes de la Confédération suisse, mais dispose d'un petit avantage car le mandat présidentiel est limité à un an.

La Finlande suit avec quatre femmes premières ministres. L'Islande compte trois femmes dirigeantes, dont l'une d'entre elles, Vigdís Finnbogadóttir, a été la première présidente élue au monde. Elle est restée en poste pendant seize ans, de 1980 à 1996.

Notre carte dénombre les femmes qui ont été cheffes de gouvernement ou d'État depuis 1946. Elles ne sont pas comptabilisées lorsque ce poste était temporaire (intérim), purement honorifique ou occupé par un monarque ou une personne nommée par ce dernier.

De Valentine Fourreau pour Statista

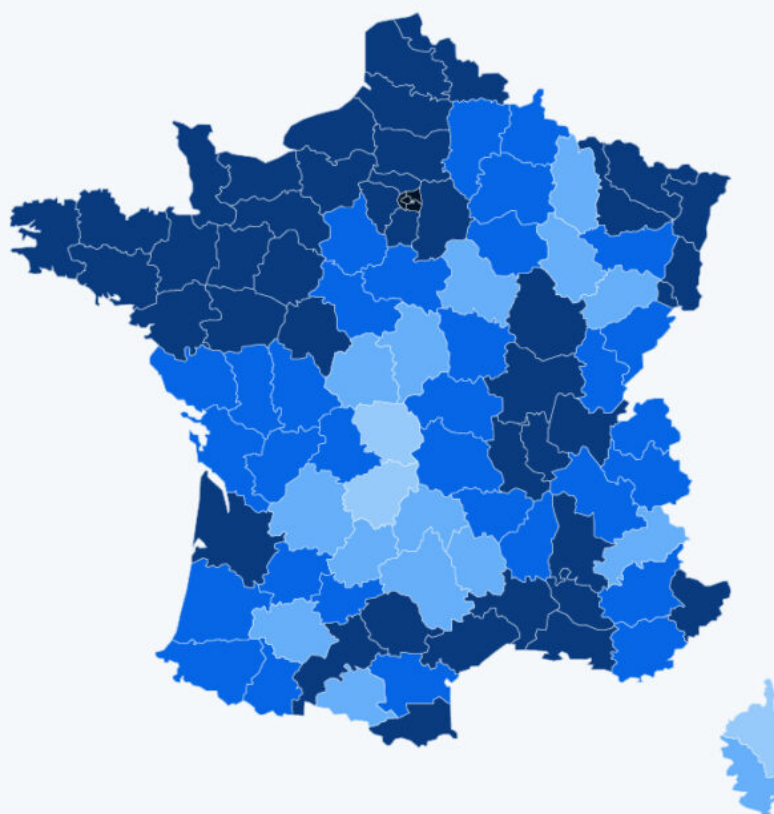
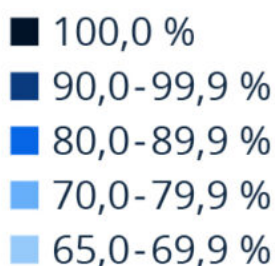
---

## Quelle part de la population vit à moins d'un quart d'heure d'un hôpital ?

Écrit par le 23 juillet 2024

# Quelle part de la population vit à 15 minutes d'un hôpital ?

Pourcentage de la population vivant à 15 minutes de route ou moins d'un hôpital en 2020, par département



Source : Eurostat



**statista**

L'expression de « déserts médicaux », popularisée par les médias, est fréquemment utilisée pour désigner les régions où les habitants rencontrent des difficultés d'accès aux soins, en raison du manque de [professionnels de santé](#) ou d'infrastructures à proximité. « Cette question du déficit d'offre dans certains territoires renvoie à la question plus large et ancienne de l'inégale répartition spatiale de la ressource médicale en France, qui date au moins du XVIIIe siècle », comme le rappelle une étude sur les

Ecrit par le 23 juillet 2024

déserts médicaux publiée dans [Cairn](#). Ce sujet constitue de nos jours une préoccupation majeure pour les Français et les pouvoirs publics.

Si l'on se penche uniquement sur l'accessibilité des infrastructures hospitalières, un [indicateur d'Eurostat](#) permet de dresser un état des lieux de la proximité des établissements par département en France métropolitaine. Il indique la part de la population qui vit à moins de quinze minutes en voiture d'un [hôpital](#).

Naturellement, ce sont les territoires urbains avec une forte densité de population qui affichent les taux les plus élevés. La totalité (ou presque) des habitants d'Île-de-France se trouvent à moins d'un quart d'heure d'un hôpital, 99,6 % dans le Rhône, 99,0 % en Loire-Atlantique et 98,2 % dans le Nord et les Bouches-du-Rhône.

Sur les 96 départements métropolitains étudiés, 46 présentent un taux supérieur à 90 % et 18 un taux inférieur à 80 % - pour la plupart situés dans le centre du pays (Auvergne, Nouvelle-Aquitaine), dans la région Grand Est et en Corse. Tout en bas de l'échelle, on retrouve la Corrèze, la Haute-Corse et la Creuse, où environ le tiers de la population habite à plus de quinze minutes de route d'un établissement de soins.

À l'échelle de l'Union européenne, certaines régions sont encore moins bien loties : dans 89 territoires, plus de la moitié des habitants vivent à plus d'un quart d'heure d'un hôpital. La plupart d'entre eux sont situés dans des régions faiblement peuplées, souvent situées à la périphérie de l'UE : dans les régions intérieures de l'Espagne et du Portugal, ainsi que les régions rurales des pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, Roumanie, Croatie, Slovaquie). Plusieurs territoires en Suède sont également concernés.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

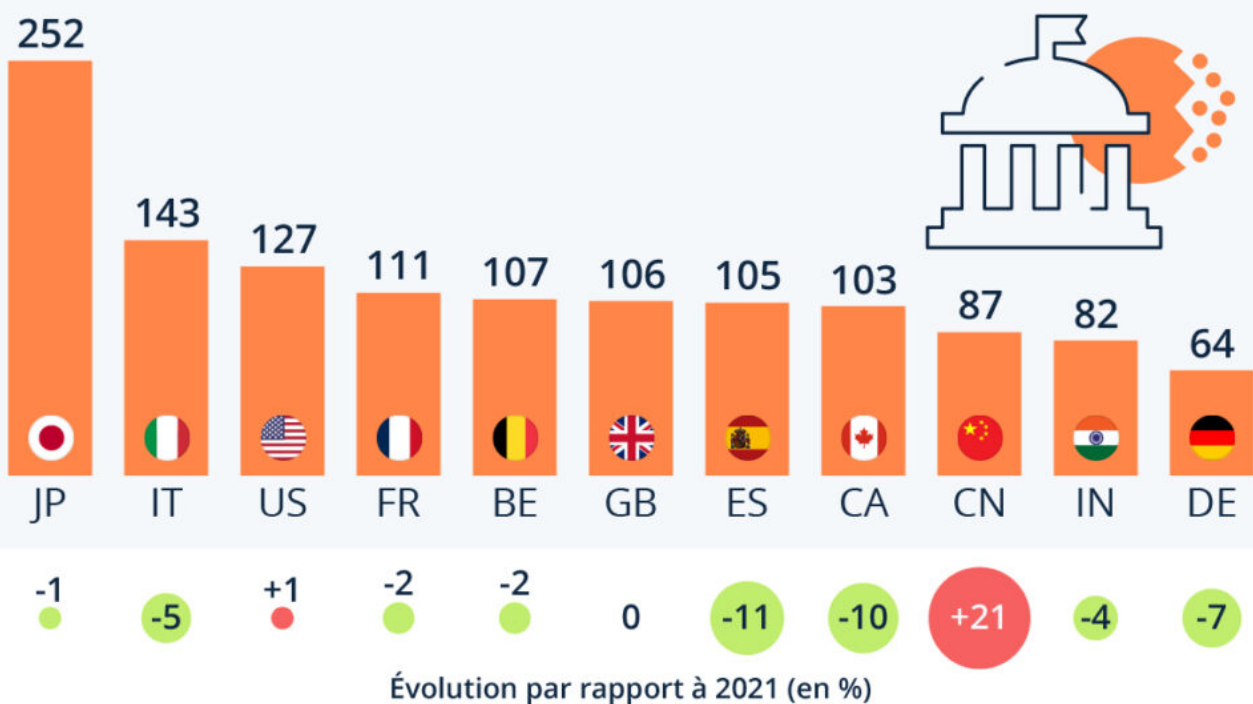
---

## Comment évoluent les dettes publiques ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

# Comment évoluent les dettes publiques ?

Niveau de dette publique exprimée en % du PIB dans une sélection de pays en 2024\* et évolution sur 3 ans



\* Prévisions pour 2024 en date d'octobre 2023, sauf pour la France : données de mars 2024.

Source : FMI



statista

Selon les chiffres publiés mardi 26 mars par l'Insee, le déficit public de la France pour 2023 s'est élevé à 5,5% du PIB, dépassant ainsi largement la prévision de 4,9% du gouvernement, inscrite en fin d'année dernière dans la loi de finances pour 2024. Dans la foulée, la commission des finances du Sénat a annoncé, mercredi 27 mars, le lancement d'une mission parlementaire sur la dégradation du déficit public et le « défaut d'information du Parlement » sur la situation, afin de « faire la lumière complète sur

Ecrit par le 23 juillet 2024

la dégradation des finances publiques depuis 2023 et son suivi par l'administration et le gouvernement ». L'agence de notation Moody's a également jugé « improbable » que la France tienne son objectif de réduire le déficit public à 2,7% d'ici à 2027, dans un communiqué publié le même jour. Ce déficit de 154 milliards d'euros fait ainsi monter la dette publique de la France à 110,6% du PIB.

Avec la [pandémie de Covid-19](#) et les mesures déployées pour soutenir l'économie durant la crise, le niveau d'endettement public a considérablement augmenté dans le monde. De nombreuses économies développées affichaient ainsi une [dette publique](#) supérieure à 100% de leur produit intérieur brut (PIB) à la fin de l'année 2021. Mais avec le retour de la croissance, la dette publique a en moyenne baissé dans le monde. L'inflation a également joué un rôle dans la diminution du ratio dette/PIB, en gonflant par exemple certaines recettes fiscales.

Comme le montre notre graphique basé sur les données du [FMI](#), en France, le niveau d'endettement public s'élevait environ 113% du PIB en 2021. Il s'élève actuellement à environ 111 % du PIB, soit une diminution de 2 % par rapport à 2021. Les autres grandes économies européennes, comme l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et l'Espagne, présentent également une baisse de leur ratio dette/PIB depuis 2021 (de 2% à 11%).

Ailleurs dans le monde, on constate que le ratio dette/PIB a augmenté sur la période étudiée en [Chine](#) et aux États-Unis. Malgré une légère diminution depuis 2021, le Japon est l'une des nations les plus endettées de la planète, avec une dette publique qui devrait atteindre 252% de son produit intérieur brut en 2024.

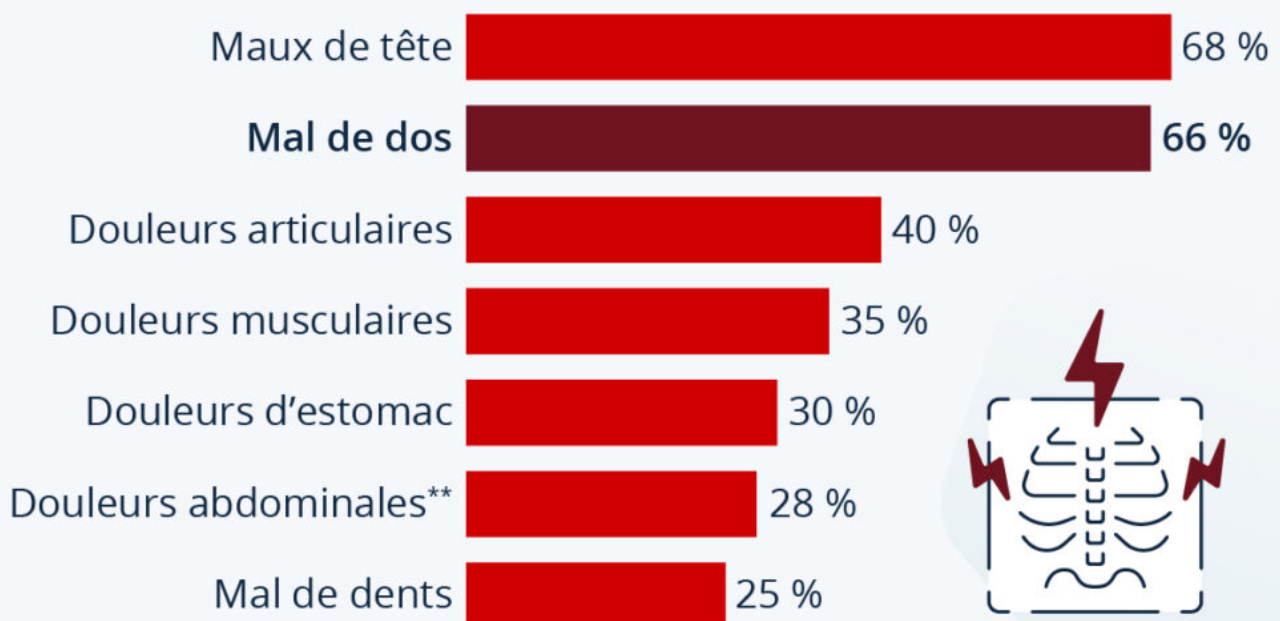
---

## Mal de dos : la « maladie du siècle »

Ecrit par le 23 juillet 2024

# Mal de dos : la "maladie du siècle"

Douleurs physiques les plus prévalentes chez les adultes français (au cours des 12 derniers mois), par type\*



\* Base : environ 500 adultes (18-80 ans) ayant souffert de douleur physique au cours des 12 derniers mois, interrogés en France en novembre 2023.

\*\* N'a été proposé qu'aux répondants féminins.

Source : Statista Consumer Insights



statista 

Considéré comme « la maladie du siècle », le mal de dos touche de nombreuses personnes en France et dans le monde. D'après les [chiffres](#) de l'Assurance Maladie, les troubles musculosquelettiques représentent près de 90 % des maladies professionnelles dans l'Hexagone, et le mal de dos 20 % des [accidents du travail](#).

Ecrit par le 23 juillet 2024

Comme le montre le résultat d'une enquête menée en France en novembre 2023, dans le cadre des [Consumer Insights](#) de Statista, le mal de dos est, avec le mal de tête, la douleur physique qui présente la prévalence la plus élevée chez les adultes français. En effet, les deux tiers de la population étudiée (personnes ayant rapporté une douleur physique au cours des douze derniers mois) ont déclaré avoir souffert d'un mal de dos dans l'année. Une part similaire a rapporté des maux de tête et 40 % des douleurs articulaires.

Toujours selon la même enquête, lorsqu'il s'agit de lutter contre la douleur, au moins temporairement, 57 % des Français interrogés ont déclaré avoir eu recours à un ou plusieurs [médicaments antidouleur](#). Les marques les plus utilisées par les consommateurs interrogés étaient [Doliprane](#) (74 %), [Dafalgan](#) (28 %), [Nurofen](#) (24 %), [Efferalgan](#) (23 %) et [Voltaren](#) (17 %).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

---

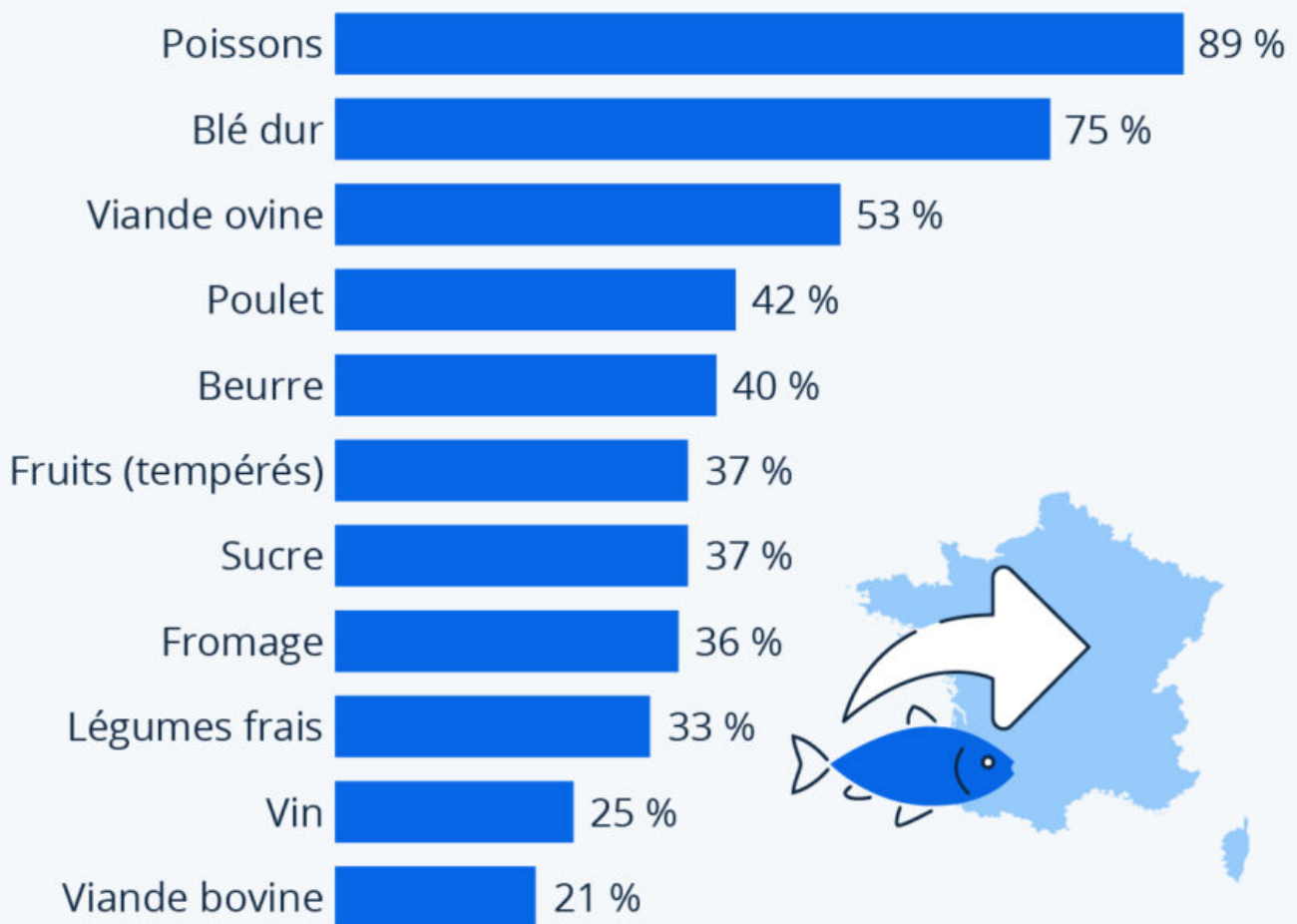
## Quels produits agricoles sont les plus importés en France ?



Écrit par le 23 juillet 2024

# La France importe une large part de son alimentation

Dépendance moyenne de la France aux importations d'une sélection de produits alimentaires entre 2018 et 2020



Source : FranceAgriMer



**statista**

Ecrit par le 23 juillet 2024

Dans son plus récent rapport, publié en janvier, le Haut Conseil pour le climat relève que la France importe 20 % de son alimentation. En valeur, les importations alimentaires du pays ont doublé depuis 2000. Alors que la pandémie de Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine ont mis en lumière certaines fragilités dans le système alimentaire français, notre dépendance aux importations reste particulièrement importante pour certains produits, comme le montre notre infographie, basée sur les plus récentes données de [FranceAgriMer](#).

C'est tout particulièrement le cas pour le [poisson](#), puisque la quasi-totalité de ce qui est consommé en France vient de l'étranger. Trois quarts du blé dur, ingrédient principal des pâtes, de la semoule ou du boulgour, proviennent quant à eux de l'importation. La question des importations de produits alimentaires a récemment été remise au cœur du débat : les agriculteurs français reprochent en effet aux pouvoirs publics d'autoriser une « concurrence déloyale » avec les producteurs étrangers, dont les produits sont soumis à des règles moins strictes que ceux produits sur le territoire.

De Valentine Fourreau pour Statista